

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Départementale des Territoires

Service Environnement, Eau et Forêt
Bureau de la Coordination et des Procédures

DDT/SEEF/BCP/CC
n°

ARRETE

de mise en demeure à l'encontre de la société
PRODEM à CORNEBARRIEU, 84 route de
Seilh, lieu-dit « La Paquière ».

N° - 13

Le Préfet de la Région Midi-Pyrénées
Préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement ,

Vu l'arrêté préfectoral du 15 mars 2012 autorisant la société PRODEM à exploiter un atelier de traitement de surfaces et des installations d'application de peinture à Cornebarrieu, 84 route de Seilh, lieu-dit « La Paquière » ;

Vu le rapport du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspecteur des installations classées en date du 30 janvier 2013 ;

Considérant que la société PRODEM ne respecte pas certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 15 mars 2012 ;

Considérant que le non-respect de ces prescriptions est de nature à entraîner un risque notable pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre l'exploitant en demeure de régulariser cette situation ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne,

A R R E T E

ARTICLE 1er – La société PRODEM sise 84 route de Seilh, lieu-dit « La Paquière » à Cornebarrieu, est mise en demeure, dans les délais mentionnés suivant la notification du présent arrêté, de respecter les prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral du 15 mars 2012 :

- chapitre 2.8, en fournissant sous 1 mois, l'état de conformité de l'arrêté préfectoral,
- articles 3.2.3.1, 3.2.2 et 9.2.1.1, sous 3 mois, en ce qui concerne les rejets atmosphériques des installations de traitement de surfaces, en respectant les valeurs limites de rejet, les vitesses d'éjection et en estimant les émissions diffuses,
- articles 3.2.3.2, 3.2.3.3 et 3.2.2, sous 3 mois, en respectant les valeurs limites de rejet des cabines de peinture et de séchage,
- articles 3.2.3.4, 3.2.2 et 9.2.1.2, sous 3 mois, en ce qui concerne les rejets atmosphériques des autres locaux utilisant des peintures ou des solvants, en mesurant l'ensemble des paramètres et en respectant les vitesses d'éjections minimales,

- articles 3.2.3.5, 3.2.2 et 9.2.1.3, en ce qui concerne les rejets atmosphériques O et P (emploi de matières abrasives), en réalisant les mesures prescrites sous 3 mois,
- articles 8.1.5 alinéa 6, sous 1 mois, en réalisant périodiquement des audits inopinés internes sur les opérations de montage des bains et d'ajustement de la composition des bains, avec consignation de ces contrôles sur un registre (teneur du contrôle, résultats, actions correctives identifiées),
- article 8.3.1, en réalisant sous 3 mois, les travaux permettant la séparation des produits toxiques inflammables des produits inflammables,
- article 8.4.1, en réalisant sous 3 mois, les travaux de mise en conformité des locaux de stockage des produits inflammables.

ARTICLE 2 – A défaut d'exécution dans le délai imparti à l'article 1^{er}, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

ARTICLE 3- Délai et voie de recours.

L'exploitant dispose d'un délai de deux mois, à compter de la notification de la présente décision, pour la déférer, s'il le souhaite, au Tribunal administratif de TOULOUSE.

ARTICLE 4 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à la société PRODEM.

Toulouse, le 18 FEB. 2013

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Thierry BONNIER